

Promouvoir la place économique plutôt que de se livrer à des joutes électorales

La semaine dernière, les grands partis bourgeois ont présenté un train de mesures commun pour renforcer la place économique. L'objectif est d'aider les entreprises à surmonter les défis majeurs qui se sont matérialisés avec le franc fort. « Ce n'est pas trop tôt » se seront dit un certain nombre de personnes. On parle enfin concrètement de réduire la densité réglementaire, de soulager les entreprises, de renoncer à de nouvelles tâches ou de limiter les dépenses publiques. Cela ne va pas de soi : une année électorale intense vient de s'ouvrir. En ces périodes, les partis préfèrent habituellement marquer les différences que se tendre la main. À cela s'ajoute qu'il n'est pas aisé de transposer l'amélioration des conditions-cadre économiques en quelques recommandations simples et marquantes. Une grande partie des préparatifs portent sur des détails, un travail ingrat difficile à mettre en scène de manière à marquer les esprits.

Et pourtant, il est urgent de prendre des mesures pour réagir à l'appréciation subite du franc. Même si tout le monde n'en a pas encore pleinement pris conscience : la Suisse a un problème. De nombreuses entreprises avaient déjà pris des mesures ces dernières années pour comprimer leurs coûts. Elles doivent désormais redoubler d'efforts. Les milieux politiques, quant à eux, sont restés longtemps sur la réserve, peut-être avec une confiance aveugle dans une intervention correctrice de la Banque nationale. C'est maintenant au Conseil fédéral et au Parlement d'annoncer la couleur. Le catalogue de mesures proposé par les partis bourgeois constitue un premier pas important. D'autres étapes doivent suivre.